



Projet de chaufferie gaz pour alimenter en vapeur la gigafactory VERKOR à Bourbourg



DEMANDE D'ENREGISTREMENT
au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement

Compatibilité avec les documents de
planification des milieux



Janvier 2024

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55



OTE INGÉNIERIE
des compétences au service de vos projets

Agence de Metz

1 bis rue de Courcelles
57070 METZ - FRANCE
Tél : 03 87 21 08 79

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION			APPROBATION	N° AFFAIRE :24010011	Page : 2/15
0	01/2024	Enregistrement ICPE	OTE	M. BUTELLE	MBu	LiG		

Sommaire

Sommaire	3
1. Les documents de planification	4
2. Compatibilité du projet avec les documents	6
2.1. Le SDAGE du bassin Artois-Picardie	6
2.2. Le SAGE Delta de l'Aa	7
2.3. Plan national de prévention des déchets	8
2.4. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Nord	9
2.5. Le Plan de Protection de l'Atmosphère interdépartemental du Nord-Pas-de-Calais	12
3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux	15

1. Les documents de planification

Conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement la présente demande comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du même code.

Aussi, la compatibilité avec les documents suivants doit donc être traitée :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- le Schéma Régional des Carrières ;
- le Plan national de prévention des déchets ;
- le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ;
- le Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Parmi ces plans, schémas et programmes, certains n'ont pas besoin d'être mis en compatibilité avec le projet de la société ENGIE puisqu'ils ne visent aucunement les activités projetées sur le site, ou alors ne concernent pas le secteur d'étude.

Aussi, le tableau page suivante précise quels sont les plans, schémas et programmes concernés par le projet et devant faire l'objet d'une analyse de la compatibilité avec ce dernier.

Tableau n° 1 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société ENGIE

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Projet concerné ou non par le plan, schéma ou programme	Justification de la non-sélection d'un plan, schéma ou programme
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI	
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI	
Schéma Régional des carrières	NON	Le projet ne concerne pas la réalisation d'une carrière
Plan national de prévention des déchets (PNPD)	OUI	
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI	
Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	Le projet ne consiste pas en un projet agricole.
Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	
Plan de Protection de l'Atmosphère	OUI	

2. Compatibilité du projet avec les documents

2.1. Le SDAGE du bassin Artois-Picardie

La commune de Bourbourg est inscrite dans le périmètre du **SDAGE Artois – Picardie 2022-2027 approuvé par le comité de bassin le 21 mars 2022**.

Institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le SDAGE établit les orientations de la gestion de l'eau dans le bassin. Il reprend l'ensemble des obligations fixées par la loi et les directives européennes. Il tient compte des programmes publics en cours. Il a une portée juridique : les décisions publiques dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques ainsi que les aides financières doivent être compatibles avec le SDAGE.

Il fixe, pour une période de 6 ans, les objectifs environnementaux à atteindre ainsi que les orientations de travail et les dispositions à prendre pour les atteindre et assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ce schéma est élaboré par le comité de bassin et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin.

Pour répondre à la législation européenne et nationale, un premier SDAGE a été mis en œuvre de 2010 à 2015 pour le premier cycle de gestion. Une révision de ce plan a été réalisée, pour un second cycle de gestion, et s'est appliqué pour la période 2016-2021.

La commune de Bourbourg est incluse dans le SDAGE du bassin Artois-Picardie.

La compatibilité du projet de la Bourbourg avec le SDAGE du Bassin Artois-Picardie est détaillée pour les orientations qui les concernent dans le tableau suivant.

Tableau n° 2 : Orientations du SDAGE Artois-Picardie 2022 – 2027

N°	Intitulé	Compatibilité
Défi 1	Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides"	Le projet de la ENGIE est situé en dehors de toutes zones humides.
Défi 2	Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante	Le site de projet de la ENGIE est situé en-dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.
Défi 3	S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations	Le site de la société ENGIE est situé en dehors de tout périmètre de PPRI
Défi 4	Protéger le milieu marin	Le respect des valeurs limites d'émissions permettra de limiter l'impact du projet sur le milieu marin
Défi 5	Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau	Non concerné.

Source : Extrait du SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Conclusion – conformité avec le SDAGE

Le projet de la société ENGIE, prend en compte l'ensemble des enjeux relatifs aux objectifs définis dans le SDAGE Artois-Picardie et est ainsi parfaitement compatibles avec le SDAGE

2.2. Le SAGE Delta de l'Aa

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Delta de l'Aa », dont le périmètre a été créé par arrêté préfectoral du 15 mars 2010, est porté par le Syndicat Mixte de la Côte d'Opale.

Répondant à des problématiques locales, le SAGE devra répondre aux enjeux suivants pour le delta de l'Aa :

- Garantie de l'approvisionnement en eau ;

Le projet sera à l'origine de faible prélèvement dans le réseau d'eau industriel (environ 30 000 m3/an), des solutions sont à l'étude pour limiter d'avantage ces prélèvements.

- Diminution de la vulnérabilité aux inondations du territoire des wateringues et de la Vallée de la Hem ;

Le projet est situé en dehors des zones à risques d'inondation

- Reconquête des habitats naturels (protection, gestion, entretien)

Le projet de la société ENGIE s'implante sur des terrains voués à des activités industrielles.

- Poursuite de l'amélioration de la qualité des eaux continentales et marines ;

Le respect des valeurs limites d'émissions permettra de limiter l'impact du projet sur les milieux aquatique

- Communication et sensibilisation aux enjeux de l'eau et de ses usages auprès de tous les publics.

Cet axe concerne d'avantage les acteurs publics

Le projet de la société ENGIE est donc en accord avec le SAGE de l'Aa

2.3. Plan national de prévention des déchets

Le Plan national de prévention des déchets a été approuvé par un arrêté ministériel en date du 2 mars 2023. Ce dernier couvre la période 2021-2027 et se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets. Son élaboration s'est inscrite dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit dans son article 29 une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets, en examinant un certain nombre de types d'actions (listés dans l'Annexe IV de cette directive) pour déterminer la pertinence de les mettre en œuvre, et d'évaluer périodiquement ces plans nationaux.

Le présent plan national de prévention des déchets 2021-2027 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques). En effet, de nombreuses actions de prévention impliquent que se rencontrent des alternatives initiées tant par les acteurs économiques, que par les organisations non gouvernementales, la société civile et les pouvoirs publics. Nombreuses actions de prévention des déchets impliquent des modifications de comportement qui doivent, pour être effectifs, s'inscrire dans la durée.

Le plan national de prévention des déchets 2021-2027 fixe quatre objectifs principaux à l'horizon 2030 :

- Réduire de 15 % les quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant :

Sans objet.

- Réduire de 5% les quantités de déchets d'activités économiques par unité de valeur produite :

L'exploitation de l'établissement projeté ne sera pas à l'origine d'une production significative de déchets. Le tri et le respect des filières spécifiques des déchets permettent de gérer au mieux cet aspect.

- Atteindre l'équivalent de 5% du tonnage des déchets ménagers en matière de réemploi et réutilisation :

Sans objet, cet axe concerne d'avantage les filières de traitement des déchets.

- Réduire le gaspillage alimentaire de 50% :

La société ENGIE sensibilisera ses employés à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Conclusion – conformité avec le Plan National de Prévention des Déchets

D'après l'ensemble de ces éléments, il apparaît que le projet est compatible avec le Plan National de Prévention des Déchets.

2.4. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Nord

Depuis la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) adoptée le 7 août 2015, la Région est compétente pour établir le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG). Ainsi, elle doit coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets (décret du 17 juin 2016).

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Haut de France a été adopté le 13 décembre 2019 en session plénière du Conseil régional.

Il devient donc le document de référence sur les thématiques déchets et économie circulaire, remplaçant les anciens plans départementaux relatifs aux déchets ménagers, aux déchets du BTP, et le plan régional d'élimination des déchets dangereux.

Le PRPGD constitue le volet « déchets – économie circulaire » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), qui a été adopté le 30 juin 2020 par le Conseil Régional des Haut de France.

Le PRPGD de la région Haut de France a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et 12 ans, et de contribuer, à travers le PRAEC (Plan Régional d'Action en faveur de l'Economie, à la transition vers une économie circulaire.

Le PRPGD concerne toutes les catégories de déchets, hors nucléaire et explosifs.

Il comprend notamment :

- un état des lieux en termes de prévention et gestion des déchets,
- une prospective à 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites sur le territoire,
- des objectifs de prévention, recyclage et valorisation des déchets en lien avec les objectifs nationaux,
- les actions prévues pour atteindre ces objectifs.

Le PRPGD contient également un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire, élaboré en lien avec le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par la Région en décembre 2016.

Les principaux objectifs fixés par le PRPGD par types de déchets et les mesures prévues par la société ENGIE en vue de la compatibilité du projet sont présentés ci-après.

a) Réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage

Orientation	Commentaire
Orientation n°1 : Renforcer l'exemplarité des acteurs publics en matière de prévention et tri	Non concerné, le projet concerne d'avantage les acteurs publics
Orientation n°2 : Contribuer à la transformation des modes de consommation des citoyens et acteurs économiques assimilés	Le personnel de la chaufferie sera sensibilisé au tri et à la réduction des déchets à la source
Orientation n°3 : Contribuer à la transformation des modes de production et de consommation des acteurs économiques – hors biodéchets et BTP	Le personnel de la chaufferie sera sensibilisé au tri et à la réduction des déchets à la source
Orientation n°4 : Déployer le tri à la source des biodéchets des activités économiques	Le personnel de la chaufferie sera sensibilisé au tri et à la réduction des déchets à la source
Orientation n°5 : Contribuer à l'évolution des modes de production et de consommation du BTP	Le personnel de la chaufferie sera sensibilisé au tri et à la réduction des déchets à la source

b) Collecter, valoriser, éliminer

Orientation	Commentaire
Orientation n°6 : Améliorer la collecte et le tri des déchets ménagers et assimilés	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°7 : Augmenter la collecte et la valorisation des biodéchets	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°8 : Améliorer la collecte et le tri des déchets d'activités économiques et du BTP	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°9 : Améliorer la collecte et le traitement des déchets dangereux (incluant les déchets d'activités de soin à risques infectieux et l'amiante), des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des Véhicules Hors d'Usage (VHU)	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°10 : Développer la valorisation matière	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°11 : Développer la valorisation énergétique des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets

Orientation	Commentaire
Orientation n°12 : Renforcer les performances des centres de valorisation énergétique et rationaliser les investissements	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°13 : Adapter les installations de stockage des déchets non dangereux à la réduction des gisements	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°14 : Limiter la part des déchets inertes destinés aux Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) en fonction des besoins et en limiter les impacts	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets
Orientation n°15 : Développer le recours aux modes de transport durable	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics et les acteurs de la filière déchets

c) Cas particuliers

Orientation	Commentaire
Orientation n°16 : Réduire les déchets dans les milieux aquatiques, littoraux et marins	Non concerné
Orientation n°17 : Gérer les déchets issus de situations exceptionnelles	Non concerné
Orientation 18 : Lutter de manière coordonnée contre les dépôts sauvages	Non concerné

d) Gouvernance et actions transversales

Orientation	Commentaire
Orientation n°19 : Assurer la gouvernance et le suivi du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics.
Orientation n°20 : Mettre en place un observatoire régional des déchets - ressources	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics.
Orientation n°21 : Développer des actions transversales	Non concerné, cette orientation concerne principalement les acteurs publics.

e) Conclusion

Au vu des éléments présentés ci-dessous, le projet est conforme au PRPGD de la région Hauts de France.

2.5. Le Plan de Protection de l'Atmosphère interdépartemental du Nord-Pas-de-Calais

Les Plans de Protection de l'Atmosphère sont établis sous l'autorité des Préfets de départements et mettent en place des mesures de réduction des émissions de polluants atmosphériques et d'amélioration de la qualité de l'air. L'objectif est de protéger la santé des populations et l'environnement en maintenant ou ramenant les concentrations en polluants dans l'air à des niveaux inférieurs aux valeurs limites réglementaires. L'aire d'implantation du projet de la société ENGIE se situe dans le périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère interdépartemental du Nord-Pas-de-Calais (mis à jour et approuvé 1^{er} juillet 2014).

La compatibilité du projet de la société ENGIE avec le Plan de Protection de l'Atmosphère est détaillée dans le tableau suivant.

Il est à noter que seules les rubriques concernant le projet seront traitées ici

Tableau n° 3 : Compatibilité du projet avec le Plan de protection de l'atmosphère

Numéro	Article	Commentaire/justification
Article 12	<p>Les dispositions de la présente section 2 de la partie II du titre II sont applicables au 1er janvier 2015.</p> <p><u>Section 3 : Installations de combustion de puissance supérieure ou égale à 2 MW</u></p> <p><u>Article 12 : Installations de combustion utilisant de la biomasse</u></p> <p>I – Les nouvelles installations :</p> <p>Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 50 MW : 30 mg/Nm³ ; • pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW : 20 mg/Nm³. 	Il n'est pas prévu l'utilisation de la biomasse
Article 19	<p><u>Section 4 : Surveillance des émissions de polluants</u></p> <p>Les exploitants d'installations fixes de combustion d'une puissance supérieure à 400 kW tiennent à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L226-2 du code de l'environnement les factures des combustibles ainsi que tous les documents permettant d'identifier la composition du combustible utilisé pendant une période minimale de trois ans.</p>	ENGIE tiendra un registre des factures concernant les combustibles utilisés pour la chaudière biomasse, celui-ci sera tenu à disposition des services compétents
Article 20	Les livrets de chaufferie des installations fixes de combustion d'une puissance supérieure à 400 kW sont tenus à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L226-2 du code de l'environnement.	ENGIE tiendra le livret de la chaufferie à disposition des services compétents
Article 21	Les rapports de contrôle des installations de combustion d'une puissance inférieure à 20 MW pour l'année n sont à envoyer à la Préfecture de département chaque année avant le 31 mars de l'année n+1.	Non concerné : Puissance supérieure à 20 MW

Numéro	Article	Commentaire/justification
Article 23	<p>Pour les installations classées soumises à déclaration ou autorisation au titre de la législation des installations classées et les sites d'extractions minières visés par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, les seuils de déclaration des émissions polluantes définis en annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé, sont remplacés pour les établissements implantés en région Nord – Pas-de-Calais par les seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• oxydes d'azote (NOx) : 50 t/an,• oxydes de soufre (SOx) : 70 t/an,• poussières totales : 70 t/an,• particules PM10 : 25 t/an. <p>Les seuils de déclaration sont fixés à 0 (annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié) pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• les installations de combustion de puissance unitaire supérieure à 20 MWth : NOx/NO2, TSP ;• les installations d'incinération de déchets dangereux et non dangereux : NOx/NO2.	ENGIE transmettra la déclaration de ses émissions polluantes.

Au regard de ces éléments, il apparaît le site de la société ENGIE sera conforme au PPA interdépartemental du Nord-Pas-de-Calais.

3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux

Tableau n° 4 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société ENGIE avec les documents de planification des milieux

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Compatibilité avec l'installation
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI
Plan national de prévention des déchets	OUI
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI
Plan de Protection de l'Atmosphère	OUI